Zeitschrift: Revue Militaire Suisse

Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse

Band: 129 (1984)

Heft: (1): SSO 150 ans Société Suisse des Officiers : allocutions tenues au cours de la fête du Jubilé à Fribourg les 21 et 22 octobre 1983

Artikel: Neutralité armée dans le temps présent et dans l'avenir

Autor: Chevallaz, G.-A.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-348584

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Neutralité armée dans le temps présent et dans l'avenir

Conseiller fédéral G.-A. Chevallaz, Chef du DMF

Il s'en est fallu de peu, de quelques semaines à peine, que je ne puisse, au titre de chef du Département militaire fédéral, me trouver parmi vous aujourd'hui, pour célébrer ce 150e anniversaire. Et je l'aurais fort regretté, tant il est vrai que j'attache un grand prix au rôle de la Société suisse des Officiers, à son triple engagement en faveur de la défense nationale, de la formation hors-service et du développement de la camaraderie, auxquels, en ma lointaine jeunesse, j'ai intensément participé.

Sans doute ne me suis-je pas trouvé toujours en mesure de suivre les recommandations de votre Comité, en ce qui concerne notamment l'équipement de notre armée. Mais des échanges de vue ont eu lieu, qui m'ont été utiles par l'information que j'en ai tirée, mais aussi parce qu'ils m'ont permis de mieux faire comprendre et parfois accepter le point de vue du chef du DMF ou du Conseil fédéral, en particulier lorsqu'il s'agissait de prendre en considération des impératifs de planification financière ou un certain ordre de priorité, celui-là même qui se dégage du nouveau plan directeur de l'armée.

En tout état de cause, la Société suisse des Officiers joue son rôle lorsqu'elle fait valoir les exigences de la défense nationale auprès de l'opinion publique. Le succès remarquable de ses grandes manifestations témoigne de son audience dans le pays comme du besoin légitime de sa population d'en savoir davantage, de connaître concrètement et précisément l'état de préparation de notre armée, ses projets et ses acquisitions les plus récentes. A cet égard, on ne peut pas se cacher qu'il fallait, qu'il faut même une certaine dose de courage pour organiser une grande manifestation militaire, en dépit de mouvements défaitistes ou de vagues pacifistes certes relativement peu importants et surtout peu représentatifs, mais auxquels les media ne manquent pas d'offrir de puissants porte-voix.

La Société suisse des Officiers a une mission propre à remplir sur le plan de la politique militaire de la Confédération, et je me félicite tout particulièrement que, loin de se borner à célébrer quelques hauts faits passés ou de glorifier de vieilles vertus, la publication de son 150e anniversaire ait situé la défense générale dans une vision prospective.

Le monde de 1983 abolissant les distances, ses communications instantanées, ses interférences et ses interdépendances économiques, ses prodigieuses techniques, son potentiel atomique, pour le meilleur et pour le pire, n'est plus le monde de 1291 où les Uranais aux pieds nus fracassaient de leur Morgenstern la cuirasse des Autrichiens, ni l'Europe de 1848 où apparaissaient timidement les premiers chemins de fer au souffle court, concurrençant à peine les diligences postales. Si l'histoire et la tradition pèsent encore, et pèseront encore sur le destin du pays, le moins que l'on puisse dire est qu'il ne suffit pas d'entonner le «Roulez tambours» pour résoudre les problèmes du temps présent et définir l'indépendance helvétique.

Le monde et l'Europe de 1983. Nous venons de vivre, en moins d'un demi

siècle, depuis la fin de la 2e Guerre mondiale, la mutation la plus profonde, la plus étendue et la plus rapide qu'ait jamais connue l'histoire de l'humanité. Mutation riche en techniques nouvelles, en confort, en prospérité, d'ailleurs très inégalement répartie, en télécommunications diffusant dans l'instant l'émotion, l'inquiétude ou la ferveur sur toute la surface du globe. Mutation mal assimilée, déconcertante, déstabilisante. Mutation foisonnant de turbulences, de déchirements internes, de distorsions sociales et de divergences politiques lourdes d'inquiétudes confuses et désordonnées. «Nous ne savons où nous allons, mais nous y allons très vite», comme — dans un contraste frappant — si l'extraordinaire poussée de la découverte scientifique, cette maîtrise galopante de la pensée rationnelle dans l'ordre de la technique, condamnait par compensation le comportement politique et social de l'humanité au désordre de l'irrationnel, à la mêlée anarchique des intérêts matériels, des idéologies fanatiques et des ambitions nationales ou personnelles.

La raison, le simple bon sens, la préoccupation de la paix et d'une prospérité commune et solidaire demanderaient que l'on dresse le bilan et la prospective des ressources mondiales, un plan de distribution rationnelle du travail, dégagé des préjugés et des intérêts, s'inspirant d'une volonté de coexistence non seulement pacifique, mais coopérative et cordiale.

De multiples institutions ont été créées dans ce sens autour et à côté des Nations Unies. La Suisse ne saurait s'en désintéresser, en se drapant avec une insolente vanité dans le splendide isolement de la bonne conscience et de ses réserves d'or et de devises. Mais il faut bien reconnaître que cet effort raisonnable et nécessaire de coexistence internationale est profondément et gravement compromis, paralysé souvent, par la disparité des conditions matérielles, entre la misère désordonnée et endémique des Tiers et Quart Mondes, le gaspillage de ressources et l'énergie des Etats industriels, d'innombrables dissensions intérieures et de nombreux conflits régionaux, les querelles idéologiques ou les fanatismes religieux, les concurrences d'intérêts économiques et, par-dessus tout, l'affrontement politique fondamental entre l'Est et l'Ouest.

Au 18e siècle déjà le baron de Grimm, au milieu du 19e le politologue français Alexis de Tocqueville prévoyaient la division du monde entre deux grandes puissances. Tocqueville écrivait en 1834:

«Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples, qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but; ce sont les Russes et les Anglo-Américains ... — Pour atteindre son but (l'Américain) s'en repose sur l'intérêt personnel, et laisse agir sans les diriger la force et la raison des individus. — Le Russe concentre en quelque sorte dans un homme toute la puissance de la société — l'un a pour principal moyen d'action la liberté, l'autre la servitude. — Leur point de départ est différent, leurs voies sont diverses; néanmoins, chacun d'eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde».

Si la ligne de démarcation avait été tracée par un Yalta de portée universelle et durable, on pourrait à la rigueur se résigner à cet état de choses, le constater, non sans lâcheté, comme une donnée historique incoercible. Mais la limite n'est pas stabilisée: au delà de la ligne de démarcation, brutalement concrétisée par la muraille qui divise l'Europa par ses barbelés et ses mines, des peuples autrefois libres tolèrent mal le régime de contrainte totalitaire. En deçà de la ligne, par la propagande idéologique, par la peur propagée, le choc émotif des medias, par le chantage atomique au pacifisme et au désarmement unilatéral, les démocraties

occidentales oscillant entre les vociférations télévisées des manifestations de masse et les sondages d'opinions consultées comme des oracles, ont peine à définir une politique cohérente et ferme, de coordination et de défense collective.

Ailleurs encore, au Proche-Orient, sur le Golfe, en Afrique et en Amérique latine, l'Est et l'Occident s'affrontent, l'un des grands par pions, tours et cavaliers méthodiquement avancés, en techniciens Est-allemands ou en mercenaires cubains, par un joueur tenace, assuré de la continuité politique (3 ministres des affaires étrangères en 50 ans) de l'autorité de son pouvoir, de l'appui inconditionnel de l'armée la plus forte du monde et d'une opinion conditionnée par des medias dociles. L'autre grand, par impulsions d'humeur, variations électorales, susceptibilités parlementaires décontenançant bien souvent ceux qui, en Europe ou ailleurs, sont prêts à lutter ou luttent déjà effectivement pour la cause de leur liberté.

Que représente la Suisse, dans ce contexte et qu'a-t-elle à défendre? Va-t-elle pendre au vestiaire sa souveraineté politique et la neutralité qui en est la plus sûre garantie? Va-t-elle les sacrifier aux illusions de la République universelle, brûler ses passeports pour leur substituer, comme un malheureux garçon de l'immédiat après-guerre a tenté de le faire, le passeport de « citoyen du monde »? Malgré leurs efforts louables et nécessaires, les Nations Unies ne sont pas en mesure de nous offrir la garantie d'un ordre universel assurant la liberté en même temps que l'équité.

Nous voulons rester maîtres chez nous, tenant à nos clochers, à nos microclimats politiques, à ce style de vie et de gouvernement, à cette coalition de particularismes et de résistances qui a fait la Suisse.

« Je veux l'homme maître de lui-même, afin qu'il soit mieux le serviteur des autres », disait un philosophe vaudois. Le paraphrasant, je dirai que la Suisse pourra d'autant mieux contribuer solidairement à la construction cordiale du monde qu'elle sera restée maîtresse de ses propres décisions, gardant fermement son gouvernail en main dans les turbulences et les querelles des autres. Le refus de nous lier à une alliance politique ou militaire qu'implique la neutralité est la condition de notre indépendance. La raison politique de 1983 confirme donc la pratique de neutralité suivie dès Marignan en 1515 et le statut que nous en ont défini les puissances européennes de 1815.

Mais ce binôme neutralité-indépendance n'est pas un cadeau providentiel pour l'éternité. La garantie des puissances ne suffit pas à l'assurer. Il doit être assuré, confirmé et défendu. Pour l'avoir négligé en 1798, nous avons alors connu le sort du Liban d'aujourd'hui, l'invasion, la guerre sur notre territoire et finalement la guerre civile, à laquelle l'arbitrage de Bonaparte vint mettre fin par l'Acte de médiation.

Nous étions mieux préparés et plus unis en 1870, en 1914 et en 1939. Pourrait-il en être de même en 1983? Les imbrications économiques, les élans passionnels des masses — souvent inoculés de l'extérieur comme un virus épidémique — les potentiels militaires conventionnels, nucléaires, biologiques et chimiques ne rendent-ils pas dérisoire la volonté de résistance d'un petit État, condition de son existence indépendante?

Certains le pensent, les uns alléguant leurs convictions chrétiennes ou leur humanisme hostiles à la violence, d'autres dissimulant mal leur peur de l'holocauste nucléaire. Les uns et les autres demandent que l'on renonce, unilatéralement s'il le faut, à l'emploi des armes et que l'on oppose à l'envahisseur une résistance non-violente, en manifestations de masse, en grèves, en désobéissance civile.

La guerre est certainement le moyen le plus brutal, le plus déraisonnable, le plus

détestable pour régler les différends entre les hommes. Mais elle a le défaut d'exister malgré 25 siècles de bouddhisme et 2000 ans de prédication du Sermon sur la montagne. Et elle ne se réfute pas, elle ne se dissuade pas par des incantations, des prières et des cortèges pour la paix dans les pays menacés par la volonté de conquête. Gandhi, par ses campagnes non-violentes, a certes pu confirmer une Angleterre épuisée dans ses intentions de libérer les Indes. Mais il est mort assassiné. L'Inde libérée a connu la guerre et la division, les massacres réciproques d'Hindous et de Pakistanais, et la dame de fer qui la gouverne l'a doté de l'armement le plus puissant des pays du Sud-Est asiatique. Les régimes révolutionnaires arrivés au pouvoir en proclamant leur volonté d'établir la paix universelle et définitive ont très rapidement tourné à l'impérialisme militaire. La Révolution française, pacifique de principe, a ouvert le plus grand carrousel guerrier que l'Europe ait connu jusqu'alors. Et les communistes de 1917, chantant dans l'Internationale que «leurs balles seraient pour leurs propres généraux», seraient pour le moins étonnés d'assister aux défilés militaires de la plus forte armée de l'histoire.

Les bons sentiments, les appels à la raison, les initiatives pacifiques unilatérales n'ont, hélas, jamais abouti qu'à ce seul résultat d'encourager la volonté de puissance de l'adversaire.

Evoquant l'hypothèse de la résistance non-violente, le regretté Raymond Aron conclut dans son ouvrage «Paix et guerre entre les Nations»: «Cette théorie suppose que le temps des massacres ou des exterminations est définitivement passé, qu'un peuple qui met bas les armes ne sera ni déporté, ni réduit en esclavage, ni purement et simplement exterminé. Il n'y a malheureusement aucune raison de souscrire à cet acte de foi» ... Comme le montrent de récents exemples et notamment le massacre des Juifs, «... le coût de l'asservissement, pour un peuple ou pour une culture, peut être plus élevé que le coût de la guerre, même de la guerre atomique.»

Nous ne pouvons, hélas, pas projeter ici-bas la Cité de Dieu où les loups deviendraient agneaux et où les canons se forgeraient en charrues. Nous vivons de la condition des hommes et de la condition des peuples, d'une condition de lutte et de conflits propre à l'humaine nature, «incapable par elle-même de faire le bien», comme le disait un théologien de la Réforme.

La communauté que nous formons est en droit d'exiger de tous ceux qui participent de son existence la participation à sa défense. On peut offrir à cette participation un service sans armes, et nous l'avons fait. On peut proposer aux objecteurs — et nous le ferons — un service de remplacement au service de la communauté. Un service qui soit par sa durée et ses exigences plus dissuasif que les deux à quatre mois de demi-prison dont on ressort avec une auréole de martyr à bon compte.

Mais je tiens à mettre en garde contre une trop grande complaisance à l'égard de ces objecteurs. Une complaisance qui prêterait à croire qu'ils témoignent d'une qualité particulière de conscience, qu'ils sont vraiment des chrétiens à part entière, tandis que les 35 000 recrues annuelles, qui font bravement l'effort, 4 mois durant, sous la pluie, la neige, dans l'inconfort, auraient, eux, une conscience de qualité inférieure, élastique, sacrifiant aux nécessités temporelles. Ils seraient des chrétiens au rabais, dans leur gris-vert détrempé, face aux objecteurs vêtus d'innocence et de lin blanc.

Nous devons absolument réagir avec force contre cette vraie distorsion de la notion de conscience. La conscience est aussi la volonté de défense de la communauté, le patrimoine spirituel qu'elle

incarne, les conditions de vie, de liberté, de solidarité de ceux qui nous sont proches.

Mais cette défense est-elle pensable et à quelles conditions?

Quelles sont les chances de cette défense? Si nos préparatifs et notre volonté ne suffisent pas à dissuader l'agression, sommes-nous condamnés à un Masada sans espoir ou à la capitulation après un jour de feu?

Constatons que la question s'est posée en termes analogues, avec les mêmes facteurs de découragement par évaluation des risques en 1914 et en 1939. Admettons ensuite que la volonté de résistance implique dans les circonstances d'aujourd'hui un effort plus approfondi, plus constant, plus global que la seule défense militaire.

Sur un fond de cohésion civique, la volonté de défense implique le sang-froid, la détermination et le courage, et une continuité dans l'effort qui n'est pas le propre des démocraties, flottant volontiers au vent des illusions, promptes à se rassurer.

La propagande de déstabilisation de l'opinion, venant du dehors ou du dedans, doit être prise en compte. Des incidents récents ont montré chez nous et montrent ailleurs aujourd'hui qu'ils font partie de l'arsenal de guerre, préparant le terrain, divisant l'opinion, affaiblissant la volonté politique et la capacité de résistance au moment décisif.

Quelques centaines — ou dizaines — d'hommes — et de femmes — fanatisés et techniquement instruits en des centres de formation connus ou inconnus peuvent semer l'insécurité et l'inquiétude, déstabiliser l'opinion, et, au moment décisif, détruire centrales, dépôts, communications, mettre les organes de décision civils et militaires hors de combat. Les 50 agents de la police fédérale et le réseau ténu des garde-frontières ne sauraient y suffire. Au renforcement en effectifs, en matériel, en instruction et en efficacité des polices cantonales et municipales, il faut prévoir des contributions militaires, organiques ou occasionnelles.

Mais venons-en aux opérations militaires proprement dites. Et tout d'abord à l'hypothèse nucléaire, en grandes orgues ou en quantité miniaturisée.

Le curieux conglomérat de pacifisme militant, de bons sentiments niais et de violence non-violente que les États totalitaires promènent en Europe occidentale et aux Etats-Unis pour leur usage particulier évoque toujours l'argument de l'arme atomique, de l'holocauste ou de l'apocalypse nucléaire. C'est un chantage de bon effet, le meilleur argument du désarmement unilatéral et de la capitulation anticipée. Quelles sont la probabilité et la portée de cette menace?

Il est vrai que les quelque 50 000 ogives nucléaires disponibles constituent un armement inquiétant entre les mains d'apprentis sorciers. Mais il est vrai aussi que l'égalité des forces nucléaires stratégiques globales, la possibilité à ce niveau de représailles d'anéantissement mutuel quasi instantanées dissuadent radicalement des opérations nucléaires de grand style — et dans uns certaine mesure de la guerre tout court — par un simple réflexe de survie.

Qu'en est-il au niveau moins élevé du plan stratégique européen, des SS 20 soviétiques et des missiles américains Pershing II, dont le déploiement, prévu pour la fin de cette année, en Europe occidentale suscite tant de turbulences? Actuellement, à ce niveau des missiles de portée moyenne, la supériorité de l'Est est de 3 à 4 pour 1. L'engagement m'en paraît lui aussi problématique.

Est-il vraisemblable que l'on fasse à notre petit pays les honneurs des grandes orgues, de l'anéantissement total et de l'ir-

radiation définitive? Il serait plus plausible que l'adversaire potentiel consacre son artillerie nucléaire lourde à son principal ou à ses principaux antagonistes. Mais nous pourrions être atteints marginalement ou subir quelques actions ponctuelles.

Si d'adventure les apprentis sorciers de l'arme atomique arrivent — par convention tacite ou explicite — à en limiter l'emploi au dosimètre à des engins dits propres ou à des projectiles miniaturisés, ou si nous sommes atteints marginalement par les radiations d'un autre théâtre, le relief de notre terrain, la densité de nos abris civils, les abris et les fortifications de secteurs clés, une mécanisation relative permettant de combler rapidement les brèches, notre densité de défense échelonnée en profondeur, laisseraient encore des chances à notre résistance.

Cette conception, défensive en son essence, ne doit pas être statique: la résistance active, agressive, doit être inculquée à tous les niveaux, dans tous les corps de troupe. Ainsi l'infanterie doit-elle être formée à l'utilisation maximale des conditions difficiles de terrain et d'intempéries. Mais elle ne saurait, sur le Plateau, mener seule ses ripostes, en contre-assaut ou en liquidation rapide des opérations aéroportées.

De là découle le Plan directeur de l'armée défini en 1982 par le Département militaire, sur proposition de la CDM, ainsi que le programme d'acquisitions nouvelles pour l'armement:

— le fusil d'assaut 1990, décidé par le Parlement dans le but d'alléger substantiellement le combattant individuel et de rendre en particulier l'infanterie plus mobile et plus efficace;

— le char de combat Léopard 2, qui figurera au programme d'armements 1984, dans la volonté de rendre mieux opératives et plus rapides nos 3 divisions mécanisées;

— l'engin antichar des Régiments d'infanterie, mobile, blindé, efficace, dont les essais sont en cours, prévu pour le programme d'armements 1985;

— un hélicoptère de combat maniable et précis, adapté à notre terrain, réserve du commandement pour la contre-offensive antichar.

Cette conception, l'armée de milice, la protection civile, l'économie de guerre, les services intégrant, telle l'organisation sanitaire, les infrastructures civiles et les fonctions militaires, donnent à notre défense substance, force et crédibilité.

Cela ne suffit pas. Il faut, à cette armée de milice, qui se confond avec le peuple, sa propre motivation, sa conviction et son engagement, mais aussi la compréhension et l'appui d'une opinion consciente de la nécessité de la défense, confiante dans sa préparation, comme elle doit être aussi bien consciente de la valeur de la communauté que nous avons à défendre, de sa constante perfectibilité, des libertés et de l'équité sociale dont ils bénéficient.

A cet égard il serait faux d'accabler la jeunesse. Quelques centaines d'objecteurs déclarés ou médicalement couverts, à l'occasion la pantallonade contestataire de quelques centaines de casseurs de vitres, ne doivent pas faire oublier que 35 000 jeunes assument leur Ecole de recrues à des degrés divers d'enthousiasme sans doute, comme c'était le cas de notre temps, mais avec une manifeste bonne volonté, que des milliers, dont vous êtes de vivants exemples, acceptent de bon gré les services d'avancement et les sacrifices qu'ils comportent. Cette jeunesse est ouverte, franche, critique, quand nous lui en donnons l'occasion et nous lui en donnons trop souvent l'occasion. Mais elle apprécie le commandement et la discipline efficaces. Elle est prête à s'engager si l'autorité de ses chefs entraîne la conviction que donnent l'estime, l'exemple et l'exigence. Tel chef, telle troupe. D'où l'importance prioritaire de la sélection et du

recrutement des cadres, Messieurs les officiers, de votre instruction et de votre entraînement. C'est au niveau de la troupe, au niveau des commandants de compagnie, des commandants de bataillon, des instructeurs que se forgent l'armée, l'image qu'en aura le peuple et la confirmation de sa volonté de résistance. Et c'est à ce niveau surtout — s'il faut combattre — c'est au coin du bois, aux lisières du village, au détour du chemin, aux commandes du char ou de l'avion de combat que se livrera le combat décisif, un combat qui sera pour l'essentiel le combat des sergents et des capitaines.

C'est aussi dire l'importance de votre engagement et de votre formation. L'armée — ni d'ailleurs la société démocratique — ne formulent leurs objectifs et ne marquent leur volonté d'action par impulsion de masse, par incantation collective: il leur faut des responsables qui définissent, qui proposent, qui animent et qui entraînent. Dans ce sens, je forme mes vœux les meilleurs pour l'avenir de la Société suisse des Officiers. Je suis heureux d'avoir été son interlocuteur privilégié, et je compte bien, d'ailleurs, le rester jusqu'au 31 décembre prochain.